

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Steeve Nzegho Dieko salue la clairvoyance d'Ali Bongo Ondimba

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

Dans un document parvenu hier à notre rédaction, le secrétaire général (SG) du Parti démocratique gabonais (PDG), Steeve Nzegho Dieko a réagi au discours à la Nation du président de la République, Ali Bongo Ondimba, à l'occasion du Nouvel An. Il y relève, entre autres, l'affirmation de l'autorité de l'État, l'intérêt constant du chef de l'État pour le dialogue politique, la garantie du rôle du premier gabonais en tant que "clef de voûte des institutions, et la sacralisation du "consensus gabonais".

Sur le premier point, Nzegho Dieko souligne : "L'État disposant de l'ensemble des pouvoirs publics (pouvoir législatif, gouvernement, personne morale chargée de la gestion des élections, pouvoir judiciaire, voire juridictionnel, Ndlr), le président de la République a ainsi tenu à rassurer l'opinion nationale et internationale que l'État ne faillira pas à sa responsabilité de garantir une administration rationnelle des scrutins qu'organiseront le Gabon en 2023 et au-delà. Il s'agit d'un engagement aussi ferme que responsable, digne d'un homme d'État du calibre du président Ali Bongo Ondimba."

S'agissant du deuxième aspect, le SG du parti au pouvoir note que : "Tout comme le cycle de discussions ayant constitué le dialogue d'Angondjé en 2018, le chef de l'État prend la main que lui ont tendue à la fois les acteurs politiques de la Majorité républicaine et de l'opposition, en vue d'un dialogue visant à asseoir les bases des élections en perspective. Il s'agira, j'en suis sûr, de définir les cadres juridiques, politiques et éthiques garants de la paix interne et de la sécurisation des résultats des scrutins en vue."

Et d'ajouter : "Au nom de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE), je salue des deux mains cette très haute initiative du président de la République, notre Distingué



Le secrétaire général du PDG, Steeve Nzegho Dieko, lors d'une précédente sortie.

camarade président, Ali Bongo Ondimba, qui fait encore ici la claire démonstration de ses incomparables dispositions à se mettre au-dessus de la mêlée et des querelles fratricides. Car, malgré les divergences d'opinions, tous les Gabonais doivent demeurer unis, dans la concorde et la fraternité, lorsqu'il s'agit de

préservé l'intérêt supérieur de notre vivre-ensemble."

Quant au troisième point, Steeve Nzegho Dieko soutient : "En se portant garant de la stabilité de notre pays, le président de la République renvoie l'opinion nationale aux dispositions pertinentes de la Constitution. À l'article 8 alinéa 1, notamment,

la Loi fondamentale dispose : "Le président de la République est le chef de l'État ; il veille au respect de la Constitution ; il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État". Plus loin, l'article 12 de la Mère des Lois gabonaise fait prêter serment au président de la

République sur la foi de "consacrer toutes ses forces au bien du peuple gabonais en vue d'assurer son bien-être et de le préserver de tout dommage, de respecter et de défendre la Constitution et l'État de droit..."

S'agissant de la sacralisation du "consensus gabonais", lire en page 2.

Miroir du gouvernement Permis de rêver ?

2023, nous y sommes. Une année cruciale pour notre pays d'autant que seront organisées les élections présidentielle, législatives et locales.

En jetant un regard rétrospectif sur les douze mois qui viennent de s'écouler, que dire de l'action du gouvernement ? Au regard des difficultés de nombreux compatriotes à boucler les fins de mois, de la pression fiscale, de l'état du réseau routier, de la qualité du service public, du chômage des jeunes, des années académiques à rallonge à l'Université Omar-Bongo (UOB) et des sciences et techniques de Masuku (USTM), des délestages à n'en plus finir dans plusieurs localités du pays, de l'immigration clandestine, etc., chacun de nous a sa petite idée.

Ceci pour signifier que le bilan de la locataire de l'Immeuble du 2-Décembre, Rose-Christiane Ossouka Raponda, et de l'ensemble des membres de son équipe est loin d'être, toutes proportions gardées, reluisant. D'où le pessimisme dans lequel semblent être résignés de nombreux compatriotes. C'est dire la tâche qui attend la cheffe du gouvernement. À elle de traduire en actes, à travers plus de dyna-

misme, les préoccupations légitimes de ses concitoyens. D'autant plus que celles-ci sont pressantes et nombreuses.

À l'entame de cette nouvelle année, si l'on devait se mettre à rêver, on souhaiterait que le gouvernement soit plus réactif et imaginatif. Qu'il vienne, pourquoi pas, édifier l'opinion publique sur les 100, 63 milliards de francs CFA alloués, dans la loi de finances (LDF) 2023, à l'organisation des élections. Les Gabonais et Gabonaises ont le droit de savoir, surtout que 16 milliards sont affectés au contentieux électoral. C'est à croire que le gouvernement a, d'ores et déjà, écarté toute éventualité d'élections apaisées.

Si l'on devait encore se permettre de rêver, l'on verrait bien la cheffe du gouvernement venir présenter un plan d'action concret de lutte contre les inondations. Avec ceci que les promesses faites récemment aux victimes de ce fléau à Lambaréné, Mouila et ailleurs soient matérialisées.

Sans perdre nos illusions, il nous est permis de rêver.

J.KOMBILE MOUSSAVOU